



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

mercredi

woensdag

04-02-2004

04-02-2004

Matin

Voormiddag

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>N-VA</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a-spirit</i>	<i>Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht</i>
<i>VLAAMS BLOK</i>	<i>Vlaams Blok</i>
<i>VLD</i>	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
	<i>(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>		<i>(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>plenum</i>
<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>commissievergadering</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

SOMMAIRE

Question de Mme Marie-Christine Marghem à la secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la garde alternée" (n° 1274)

Orateurs: **Marie-Christine Marghem, Isabelle Simonis**

Interpellation et question jointes de: 6
 - Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement des chaises roulantes" (n° 193) 6
 - Mme Greet van Gool au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la nouvelle politique en matière de chaises roulantes" (n° 1324) 6

Orateurs: **Greta D'hondt, Greet van Gool, Isabelle Simonis**

Motions 11

INHOUD

Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "gedeeld hoederecht" (nr. 1274)

Sprekers: **Marie-Christine Marghem, Isabelle Simonis**

Samengevoegde interpellatie en vraag van: 6
 - mevrouw Greta D'hondt tot de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de terugbetaling van rolstoelen" (nr. 193) 6
 - mevrouw Greet van Gool aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het nieuwe rolstoelbeleid" (nr. 1324) 6

Sprekers: **Greta D'hondt, Greet van Gool, Isabelle Simonis**

Moties 11

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES

du

MERCREDI 4 FÉVRIER 2004

Matin

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

van

WOENSDAG 4 FEBRUARI 2004

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.18 uur door mevrouw Greta D'hondt, voorzitter.
La séance est ouverte à 10.18 heures par Mme Greta D'hondt, présidente.

01 Question de Mme Marie-Christine Marghem à la secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la garde alternée" (n° 1274)

01 Vraag van mevrouw Marie-Christine Marghem aan de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "gedeeld hoederecht" (nr. 1274)

01.01 Marie-Christine Marghem (MR): Madame la présidente, madame la secrétaire d'Etat, le 13 novembre 2003 s'ouvraient les états généraux de la famille, conformément à la mise en œuvre de l'accord gouvernemental. Cinq groupes de travail - Justice, Fiscalité, Sécurité sociale, Vie professionnelle et Soutien à la parenté - réunissant les acteurs concernés se penchent actuellement sur les mutations de notre société qui concernent directement les familles. Des conclusions devront être rendues pour le printemps de cette année.

Si cette dynamique instituée a le mérite d'ouvrir des débats essentiels sur un fondement de notre société qu'est la famille, il n'est pas pour autant facile de mettre en place des réformes capables de tenir compte de la multitude des relations qui se tissent au sein des familles tant celles-ci sont diverses. Au-delà des aspirations de chacun, des intérêts divergents et des conflits intrafamiliaux, il est indispensable de prendre en considération avec réalisme une réalité juridique qui s'impose.

Certaines conclusions du groupe de travail Justice transpercent déjà dans la presse en matière notamment de divorce et de garde alternée.

Je souhaiterais m'attarder sur cette dernière question. A l'heure actuelle, la garde alternée présente une solution satisfaisante, précisément parce que les parents trouvent un accord sur son principe. Et je dirais exclusivement dans ce cas-là. De par ma pratique professionnelle – je traite depuis 15 ans dans mon cabinet des problèmes de droit familial –, je peux remarquer que la garde alternée n'a de chance de réussir que si les parents sont déjà d'accord sur le principe et si, quelque part, n'ayant pas réussi leur

01.01 Marie-Christine Marghem (MR): De kranten publiceerden reeds een aantal conclusies van de werkgroep Justitie die werd opgericht in het kader van de Staten-Generaal van het Gezin. Deze conclusies hebben betrekking op de scheiding en het gedeeld hoederecht over de kinderen.

Het gedeeld hoederecht biedt thans een bevredigende oplossing als de ouders het onderling eens worden over de toepassing ervan. Vanuit mijn beroepservaring stel ik me de vraag of het aangewezen is van dit principe de regel eerder dan de uitzondering te maken.

Het is duidelijk dat de kinderen die alternerend door een der ouders worden bijgehouden het eerste slachtoffer zijn van de rivaliteit tussen hun ouders en van de praktische moeilijkheden bij de uitvoering van de maatregelen die genomen worden als er zich zo'n conflict voordoet.

Heeft de groep van deskundigen,

mariage, ils réussissent leur divorce.

Toutefois, je m'interroge sur la pertinence de la solution qui viserait à faire de la garde alternée la règle plutôt que l'exception. Ceci découle directement de ma pratique professionnelle, car les difficultés que nous rencontrons en tant que praticiens concernent évidemment les parents qui ne peuvent se mettre d'accord sur la répartition de la garde des enfants.

C'est également dans cette situation que les enfants souffrent le plus de la rivalité entre leurs parents, de la captation d'un parent par l'autre pour continuer le conflit conjugal et des difficultés pratiques qu'implique l'exécution des mesures décidées, eu égard à ce conflit.

J'ai le sentiment que dans ces familles, les problèmes seront les mêmes, que la garde alternée soit envisagée comme le principe ou l'exception. Je souhaiterais dès lors poser plusieurs questions à Mme la secrétaire d'Etat.

1. La presse parle d'un groupe composé d'experts, d'avocats et de psychologues. Une décision unanime a-t-elle été prise à un moment donné par ce groupe pour mettre en avant le principe de la garde alternée? Quels ont été les débats et les sujets qui ont suscité les difficultés? Quelles sont les harmoniques de la discussion qui mènent à cette décision?

2. La presse relate l'avis d'un psychologue qui expose que la garde alternée est la solution la plus satisfaisante pour les parents. Défendez-vous cette affirmation, même lorsque les parents se voient imposer la garde alternée – puisque cela deviendrait le principe? Ne faudrait-il pas privilégier l'intérêt de l'enfant à celui des parents? D'ailleurs, je signale que la presse publie l'avis d'autres psychologues qui, eux, mettent plutôt en avant le principe actuellement prévu par la loi, qui est l'intérêt de l'enfant. Ce principe laisse une grande marge de manœuvres au magistrat. Il faut savoir que si actuellement nous avons, la plupart du temps, l'hébergement principal et l'hébergement accessoire, ce n'est pas parce que c'est stipulé dans la loi comme tel mais parce qu'il est jugé par le magistrat à qui l'on demande de trancher le conflit, que ce système sera préférable in casu, dans l'intérêt de l'enfant.

3. Il est évident que si la garde alternée devient la règle, elle souffrira d'exceptions et même, à mon avis, de multiples exceptions. Pourquoi alors une loi pour mettre en avant ce principe? Le débat en justice entre les parents ne sera-t-il pas, en cas de mésentente entre ceux-ci, aussi conflictuel qu'à l'heure actuelle? Pour ma part, je le crains. Vous avez indiqué – je vous cite – "qu'il est parfois plus difficile à faire comprendre à l'enfant qu'il a deux maisons quand il ne va chez son père qu'un week-end sur deux", sous-entendu que si une garde alternée avait été instaurée l'enfant comprendrait en principe que papa habite dans une maison et maman dans l'autre et qu'il n'a pas une seule maison mais deux, qui sont celles de chacun de ses parents.

Ce qui importe n'est-il pas l'équilibre familial que l'enfant peut trouver plutôt que le fait de prendre conscience qu'il a deux maisons? Et qu'au sein de cet équilibre familial, chacun trouve son intérêt, avec l'enfant mineur qui doit donc être éduqué, dont les parents sont

avocats et psychologues unaniment décidé sur le principe de la garde alternée, comment le principe de la garde alternée peut-il être mis en œuvre?

Welke debatten en onderwerpen gaven aanleiding tot de moeilijkheden?

Is u het eens met wat een psycholoog in de pers beweerde, namelijk dat het gedeeld hoederecht de beste oplossing is voor de ouders, ook al wordt het opgelegd?

Moet men niet eerder de belangen van het kind behartigen, zoals dit in de wet is voorzien?

Waarom wil men het hoederecht via een wet tot de norm verheffen?

Het is nu al duidelijk dat op die wet talrijke uitzonderingen zullen worden gemaakt die in gerechtelijke geschillen misschien tot evenveel conflicten zullen leiden als thans het geval is.

Is het gezinsevenwicht niet belangrijker voor het kind dan het besef dat het twee huizen heeft, wat, naar uw mening, door bilocatie zou worden vergemakkelijkt?

Zal dat idee via een wetsontwerp verwezenlijkt worden?

Zo niet, welke zullen de gevolgen zijn van de conclusies van de staten-generaal?

responsables et qui doivent trouver en premier lieu son intérêt, selon nous.

4. Dernière question: une concrétisation de cette idée dans un projet de loi est-elle prévue? Dans la négative, quels impacts auront les conclusions qui se dégageront des états généraux et plus particulièrement du groupe de travail Justice?

Quand je parle de cette idée, je parle de l'intérêt familial, de l'équilibre familial et surtout, et encore, de l'intérêt de l'enfant. D'avance, je vous remercie pour votre réponse, madame la secrétaire d'Etat.

01.02 Isabelle Simonis, secrétaire d'Etat: Madame la présidente, madame la députée, d'abord, je me réjouis de l'intérêt que vous portez aux états généraux des familles.

Comme vous l'avez indiqué, cinq groupes de travail thématiques ont été mis en place depuis novembre. Le nombre de participants à ces groupes de travail a dû être limité pour des raisons évidentes d'organisation et d'efficacité. Ils réunissent pourtant, de la manière la plus diversifiée et pluraliste possible, un ensemble de personnes qui ont une expertise ou une expérience reconnues en rapport aux questions traitées.

Plus particulièrement le groupe de travail Famille, Droit civil et Droit judiciaire, que je coprésidé avec la vice-première ministre de la Justice Laurette Onkelinx, se compose notamment de la commissaire néerlandophone et du délégué francophone aux Droits de l'enfant, de représentants du Conseil supérieur de la Justice, de plusieurs magistrats, d'avocats, d'un expert psychologue, de professeurs de droit mais également de sociologie de plusieurs universités – Anvers, Leuven, Louvain-la-Neuve, Bruxelles et Liège –, de la Fédération royale du notariat belge, d'un représentant du Conseil pour l'égalité des chances entre hommes et femmes, d'un représentant du Centre pour l'égalité des chances et de lutte contre le racisme, du Conseil des familles néerlandophone, d'un représentant du Conseil supérieur national des personnes handicapées, de représentants du Gezinsbond et de la Ligue des familles, de représentants d'associations gay et lesbiennes, de représentants encore de diverses associations.

Au total, ce groupe compte une trentaine de personnes aux points de vue multiples. Les échanges sont d'ailleurs riches. Sur certaines questions, des positions communes sont dégagées; sur d'autres, les avis divergent. Les sujets de discussion identifiés par ce groupe et sur lesquels le groupe formera une série de propositions – unanimes quand c'est possible, divergentes dans d'autres cas – sont la vie commune, le divorce, l'autorité parentale, la parenté sociale et le juge des affaires familiales, ainsi que, sans doute, certains aspects de droit international privé.

La question de l'hébergement des enfants en cas de divorce ou de séparation des parents a été abordée lors de la réunion consacrée à l'autorité parentale. Un consensus n'a pu être trouvé mais une large majorité s'est dégagée pour que le système de garde alternée soit privilégié, en laissant au juge le soin d'adapter sa décision aux particularités de chaque cause. Les arguments avancés sont de plusieurs ordres. D'une part, je retiendrai notamment le souci de

01.02 Staatssecretaris Isabelle Simonis: Onder de vijf thematische werkgroepen die in november werden opgericht, bestaat de groep Gezin, Burgerlijk Recht en Gerechtelijk Recht waarvan ik medevoorzitter ben met Laurette Onkelinx, uit een dertigtal personen die verscheidene standpunten verdedigen: een Nederlandstalige commissaris, een Franstalige afgevaardigde voor de rechten van het kind, vertegenwoordigers van de magistratuur, advocaten, psychologen, sociologen, vertegenwoordigers van verenigingen.

De werkgroep zal de volgende onderwerpen bespreken: het samenleven, de scheiding, het ouderlijk gezag, het zorgouderschap, de rechter voor gezinsproblemen en ongetwijfeld ook bepaalde aspecten van het internationaal privaatrecht.

Er werd geen consensus bereikt, maar een grote meerderheid was voor het gedeeld hoederecht, waarbij de rechter zijn beslissing kan aanpassen aan de concrete omstandigheden. Een van de argumenten die men gebruikte was dat men beide ouders wil aansporen om daadwerkelijk hun verantwoordelijkheid als ouder op te nemen. Daarnaast wilde men door het vastleggen van een algemeen principe ervoor zorgen dat er bij gerechtelijke betwisting duidelijkheid zou heersen.

Er werden ook bezwaren geopperd tegen dit principe, zoals

favoriser l'exercice réel de la responsabilité parentale par les deux parents. D'autre part, il semble que la fixation d'un principe général – principe impliquant la possibilité de dérogations – aurait pour effet de clarifier les débats judiciaires. On peut reconnaître qu'aujourd'hui, l'imprévisibilité des litiges pousse chacun des parents à tenter sa chance, ce qui, me semble-t-il, est une cause supplémentaire de conflit.

Le groupe a pris la mesure de diverses objections à ce principe dont – vous l'avez signalé également – la situation des enfants très jeunes, l'éloignement géographique, le problème de familles peu aisées. Ces arguments ont été répercutés dans la presse.

En tout cas, il est clair que le fonctionnement du principe de la garde alternée nécessite et implique la bonne volonté des deux parents, ce bien évidemment dans le respect de l'application de la décision judiciaire.

L'existence de ces difficultés justifiera toutes les dérogations nécessaires au principe de la garde alternée, mais ne me paraît pas être de nature à contrarier l'établissement d'un principe général qui aurait pour avantage d'éviter la conflictualisation systématique et la prise en otage de l'enfant, sommé de choisir entre ses deux parents. L'intérêt de l'enfant doit être au centre de nos choix en ces matières.

Tout en mesurant que la solution préconisée n'est certainement pas un remède universel à tous les conflits qui entachent la séparation et aux souffrances qui en résultent tant chez les parents que chez l'enfant, je suis favorable à cette piste. J'ai voulu diffuser cette idée qui réunissait une majorité d'opinions favorables au sein du groupe pour porter le débat sur la place publique, ce qui permet d'enrichir la réflexion sociétale au sujet de thèmes qui concernent tout un chacun. C'est là le sens même et l'objectif des états généraux des familles.

Il est bien entendu que si le législateur adopte une proposition dans ce sens, il devra forcément et certainement prévoir et normaliser des exceptions précises afin d'éviter autant que possible le conflit et, en tout cas, que la procédure judiciaire n'exacerbe encore celui-ci comme c'est sans doute trop souvent le cas aujourd'hui. Il faut donc que le juge puisse aussi acter une proposition des parents qui adapterait le principe strict de la garde alternée en respectant l'esprit d'une garde égalitaire.

Il me semble important de préciser que, dans le cadre de cette réflexion, je me suis également prononcée en faveur de la médiation, probablement encore trop peu utilisée dans notre pays.

Je ne m'étendrai pas sur la question du double foyer de l'enfant. De l'avis de la plupart des spécialistes et des enfants, si vous leur laissez le choix, ils préféreraient évidemment que leurs parents vivent ensemble dans une seule maison. La réalité est parfois différente et notre rôle est, me semble-t-il, d'aider les parents à faire en sorte que le partage de l'hébergement se réalise dans les meilleures conditions pour les enfants.

01.03 Marie-Christine Marghem (MR): Madame la présidente, madame la secrétaire d'Etat, je vous remercie pour cette réponse détaillée et fouillée. Je m'aperçois tout d'abord que la consultation est

de situation van erg jonge kinderen, de geografische scheiding, het probleem van de minder gegoede gezinnen.

In elk geval vereist het gedeeld hoederecht de medewerking van beide ouders.

De vermelde knelpunten volstaan om de toekenning van de nodige afwijkingen te rechtvaardigen, maar dit belet niet dat er een algemeen beginsel moet worden vastgelegd dat verhindert dat het kind de speelbal van de ouders wordt wanneer het tussen de twee moet kiezen.

Ik ben voorstander van deze benadering waaraan ik de nodige ruchtbaarheid heb willen geven om het maatschappelijk debat hierover op gang te trekken. Dat is trouwens de doelstelling van de staten-generaal van het gezin.

Zo nodig zal de wetgever verplicht zijn welomlijnde uitzonderingen vast te leggen en zal de rechter moeten kunnen akte nemen van een voorstel van de ouders als ze willen afwijken van het strikt principe van het gedeeld hoederecht op voorwaarde dat er geen afbreuk wordt gedaan aan de geest van het principe van het gelijk hoederecht.

Ik heb ook een pleidooi gehouden voor de bemiddeling die waarschijnlijk nog niet echt ingeburgerd is.

Wat de kwestie van de dubbele haard betreft, is het duidelijk dat indien men de kinderen de keuze laat, zij er de voorkeur aan zullen geven dat hun ouders in hetzelfde huis samenleven. Onze rol bestaat erin de ouders te helpen bij de verdeling van de woning in de best mogelijke omstandigheden voor de kinderen.

01.03 Marie-Christine Marghem (MR): Ik ben niet helemaal tevreden rekening houdend met

très large et que vous avez réussi à réunir tous les intervenants de la société civile qui, de près ou de loin, pratiquent la question.

En ce qui concerne le principe que vous voulez mettre en avant et que vous voudriez inscrire dans la loi – ou en tout cas qu'une majorité de ces intervenants souhaiteraient voir inscrire dans la loi –, je reste sur ma faim par rapport à ce qui est stipulé actuellement, c'est-à-dire de faire primer l'intérêt de l'enfant. Je comprends votre but qui est de tenter de "déconflictualiser" un maximum les situations de séparation de famille. Je voudrais quand même faire rectifier vos propos au sujet de la situation dans laquelle se retrouvent certains enfants qui sont parfois amenés à devoir choisir entre les parents. En réalité, c'est plus parce que les parents les mettent dans cette situation que parce que les tribunaux les y mettent! Il est certain que les enfants sont entendus quand le tribunal estime qu'ils ont l'âge de raison pour pouvoir donner leur avis en la matière. Certains enfants, parfois très jeunes, sont capables de donner leur avis pour n'importe quelle raison, par exemple parce qu'ils ont un tempérament plus affirmé ou parce qu'ils se sentent plus en phase avec l'un des deux parents. Cette souplesse qui est garantie par un tribunal impartial doit pouvoir continuer à exister

Voorzitter: Hans Bonte.

Président: Hans Bonte.

Je comprends – et vous avez raison de mettre en avant la médiation qui, à mon avis aussi, est trop peu utilisée - que le cadre d'un tribunal n'amène pas nécessairement à plus de consensualité entre les parties, qu'on le veuille ou non, même si les avocats tentent d'y travailler. On se trouve quand même face à face, on a deux blocs l'un contre l'autre. Il est évident que, dans ce contexte, souvent des pères, parfois des mères, réclament une garde alternée alors qu'ils se trouvent au sein d'un conflit très ouvert. Pour les pères, ce n'est pas nécessairement parce qu'ils ont des revendications en tant que pères en la matière – on a entendu cela lors de l'une récente émission télévisée qui recevait un représentant de la "ligue des pères", mais je ne sais plus le nom exact de cette association –, c'est aussi parfois pour des motifs beaucoup plus basiques et prosaïques, tel que le fait d'éviter ainsi l'obligation de payer une pension alimentaire. Lors du débat télévisé de dimanche dernier, le problème financier a été bien mis en valeur: il reste un problème hypocritement sous-jacent à toutes ces questions de partage, de responsabilité vis-à-vis des enfants issus d'une union.

Il est vrai que les enfants préféreraient globalement que leurs parents continuent à vivre ensemble: d'une certaine façon, cela leur donne un toit et une sécurité. Quand ce n'est pas possible et qu'on parvient à bien leur expliquer, finalement, une garde alternée, ou plutôt égalitaire, ou partagée différemment selon une autre clé de répartition entre les parents, ne change pas grand-chose à l'affaire. En effet, l'un des deux peut être plus libre, plus disponible, plus à même d'assumer cette garde sans que l'autre y perde en qualité vu qu'il s'investit, en moins de temps, tout autant dans la responsabilité à l'égard des enfants.

C'est à cela qu'il faut aboutir. J'ignore par quel moyen nous pourrions y arriver pour faire avancer notre société, mais je ne suis pas vraiment persuadée que des changements sociétaux de cette nature se

wat in de wet staat: de belangen van het kind laten primeren.

Niet zozeer de rechtbanken als wel de ouders zijn er verantwoordelijk voor dat de kinderen soms tussen hun ouders moeten kiezen. De soepelheid die wordt gewaarborgd door een onpartijdige rechtbank die de kinderen kan horen, moet blijven bestaan. U heeft gelijk als u de nadruk legt op het nut van de bemiddeling. Ik denk ook dat ze te weinig benut wordt.

Soms vragen vaders voor de rechtbank om prozaïsche redenen bilocatie, bijvoorbeeld om geen onderhoudsgeld te moeten betalen.

Bijna in alle gevallen willen de kinderen het liefst dat de ouders samen blijven. Wanneer dat niet kan en men dat aan de kinderen uitlegt, zal een alternerend (of, veeleer, een egalitair) verblijf of een regeling met een andere verdeelsleutel, daar niet veel aan veranderen.

Ik ben er niet zeker van dat maatschappelijke veranderingen wel bij wet kunnen worden verordend en dat men de grote verdienste van de bestaande wet, die het belang van het kind centraal stelt, terzijde mag schuiven.

décrètent par des lois et qu'il faille perdre de vue l'intérêt essentiel de la loi actuelle qui met exclusivement en avant l'intérêt de l'enfant.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde interpellatie en vraag van:

- mevrouw Greta D'hondt tot de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de terugbetaling van rolstoelen" (nr. 193)
- mevrouw Greet van Gool aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het nieuwe rolstoelbeleid" (nr. 1324)

02 Interpellation et question jointes de:

- Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le remboursement des chaises roulantes" (n° 193)
- Mme Greet van Gool au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la nouvelle politique en matière de chaises roulantes" (n° 1324)

(Het antwoord zal worden verstrekt door de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid).

(La réponse sera fournie par la secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique).

02.01 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de staatssecretaris, tijdens de vorige legislatuur heb ik met grote regelmaat minister Vandenbroucke ondervraagd over de terugbetaling van rolstoelen en, heel specifiek, over de mogelijke terugbetaling van aangepaste rolstoelen die de zelfredzaamheid van kinderen die gehandicapt zijn ten gevolge van hersenverlamming verhogen. Ik klaagde daarbij aan dat het tot dan – maar ook tot op heden – een kwestie is van financiële draagkracht of het kind al dan niet aan een dergelijke aangepaste rolstoel kan geraken. Mensen die het financieel goed redden, kunnen dergelijke moderne rolstoelen aankopen en zien dus hun kind dat zeer zwaar gehandicapt is, bijvoorbeeld door hersenverlamming, een grotere zelfredzaamheid vertonen dan mensen die het financieel niet aankunnen. Ik blijf het daarmee heel moeilijk hebben.

Ik heb daarover bij regelmaat vragen gesteld. Uiteindelijk bleek er een doorbraak te zijn, want in de zomer van 2002 werd door de toenmalige regeringscommissaris, mevrouw Van Gool, een nieuw rolstoelbeleid op maat van de gebruiker aangekondigd. Dat bestond uit meerdere delen, maar een van de maatregelen was dat zowel het RIZIV als de fondsen door een multidisciplinair onderzoek zouden beslissen welk type van rolstoel het beste past bij de specifieke gebruiker. Ook voor de categorie waar ik om was bekommerd, zou dit een grote vooruitgang hebben betekend.

Eén aanvraag en één onderzoek zouden dus volstaan om de bevoegde terugbetalinginstanties aan te duiden, wat niet alleen ten gronde de toekenning van rolstoelen zou verbeteren, maar ook de hele administratieve rompslomp daarvoor zou doen verminderen.

Het nieuwe beleid, zo kondigde men aan, zou er ook voor zorgen dat niet alleen rekening gehouden zou worden met de medische criteria, maar ook met de leefomstandigheden bij de beslissing over de toewijzing van een bepaald type rolstoel. Die leefomstandigheden bepalen – zoals u wel zult bevestigen, mevrouw de staatssecretaris – in niet onbelangrijke mate over welke hulpmiddelen – in dit geval een

02.01 Greta D'hondt (CD&V): Le remboursement des fauteuils roulants fait problème depuis longtemps. A l'été 2002, la secrétaire d'Etat en fonction à l'époque, Mme Van Gool, avait annoncé concernant les fauteuils roulants une nouvelle politique adaptée aux usagers. Une des mesures qui avaient été prises alors était qu'un examen multidisciplinaire et une demande suffiraient pour décider du type de fauteuil roulant et de l'instance de remboursement appropriée. Par ailleurs, il devait être tenu compte des conditions de vie du handicapé et une gamme plus large de fauteuils roulants devaient être remboursés. Enfin, cette nouvelle politique devait entrer en vigueur en 2003.

Aux termes du dernier accord de gouvernement, les procédures de remboursement devaient être simplifiées et modernisées en concertation avec les Communautés et les Régions. Ce qui se passe est pour le moins étrange car le gouvernement précédent avait prétendument réglé tous les problèmes.

Ces promesses n'ont guère été concrétisées jusqu'à présent. Le

rolstoel – gehandicapten moeten beschikken. Ook de nomenclatuur zou uitgebreid worden. Iedereen die het dossier al een tijdje volgt, weet hoe moeilijk het geweest is die overtuiging erdoor te krijgen en te doen aanvaarden dat meerdere types rolstoelen terugbetaalbaar worden. Ik herinner u aan de hele discussie die daarover intern gevoerd werd, inzake de prijszetting, de concurrentie en dergelijke meer.

Dat werd dus aangekondigd en ik heb de tekst hier voor mij liggen. Dat verheugde mij en vanuit mijn hart was ik werkelijk dankbaar voor die vooruitgang. Maar ja, aankondigen blijkt altijd veel gemakkelijker te zijn voor paars dan uitvoeren.

Ik heb mijn vraag opgesteld op 12 januari 2004. De perscommuniqués die werden uitgegeven met het bericht dat de doorbraak er was, dateren – ik heb er hier twee bij mij – van 20 januari en van 8 mei 2003.

De perstekst van 20 januari, ruim een jaar geleden, luidt als volgt: "Vandaag, maandag 20 januari 2003, werd de Interministeriële Conferentie...". Het lijkt wel een nieuwjaarsbrief waarin het positieve nieuws staat dat ik daarjuist vermeldde. Wij leefden in hoop want in diezelfde perstekst over diezelfde beslissing van de Interministeriële Conferentie stond, ik citeer: "... patiënten zullen vanaf 1 oktober 2003...". Dit was geen eendagsvlieg want het werd nogmaals bevestigd in een communiqué van 8 mei waarin dezelfde verbeteringen werden aangekondigd en dezelfde data werden opgenomen.

Vandaag is er niets uitgevoerd. In het regeerakkoord van juli is er opnieuw een passage opgenomen over de terugbetaling van de rolstoel, ik citeer: "De regering zal in overleg met de Gemeenschappen en de Gewesten een aanzienlijke vereenvoudiging tot stand brengen van de procedures inzake de terugbetaling van rolstoelen en de voorwaarden van terugbetaling moderniseren." Ik heb toen in mijn betoog in de plenaire vergadering naar aanleiding van de State of the Union gezegd dat ik mij daarover verheugde. Ik blijf het natuurlijk moeilijk vinden dat in de regeringsverklaring wordt bepaald dat met de Gewesten en Gemeenschappen overleg zal worden gepleegd, terwijl de Interministeriële Conferentie in januari, na lang overleg, die knopen eigenlijk al had doorgehakt en beslist had dat dit zou worden uitgevoerd vanaf oktober 2003. Dit is twee of drie keer hetzelfde verkopen als een zagezegd positief bericht, maar de uitvoering blijft achterwege.

De regeerverklaring dateert al van een paar maanden geleden. Uit de teksten die naar de pers werden verstuurd en op de website verschenen en uit de antwoorden die met grote regelmaat in dit Parlement werden gegeven, blijkt dat het materiaal allemaal klaarlag. Er beweegt echter weinig.

In de zomer van 2003, op het ogenblik van de regeerverklaring, heeft het gehandicaptenfront – wellicht de reden waarom deze problematiek in de regeerverklaring werd opgenomen – terecht de alarmbel geluid. Hun kritiek was dat de invoering van een eenvormig toegangs dossier voor rolstoelen verre van duidelijk was. Het toekennen van een rolstoel wordt te sterk bepaald vanuit de medische invalshoek. Het gehandicaptenfront pleitte voor een multidisciplinaire aanpak en

front des handicapés a tiré la sonnette d'alarme l'été dernier. La perspective multidisciplinaire est inexistante, l'approche manque d'objectivité sur le plan médical et la nomenclature est trop stricte.

Pour participer à la vie sociale, les handicapés sont tributaires de leur matériel. Il faut dès lors se garder de faire des promesses qui ne seront pas tenues par la suite. Où en est la nouvelle politique en matière de chaises roulantes?

Dans quelle mesure un handicapé a-t-il le droit de consulter son dossier?

Quand pouvons-nous escompter des mesures concrètes?

volgens hen zou dit alleen kunnen voor elektronische rolstoelen. De gehandicaptenzorgvrager moet echter zelf deze multidisciplinaire aanpak organiseren. Kortom, het front geeft kritiek op de huidige situatie.

Mevrouw de staatssecretaris, ik wens een aantal vragen te stellen.

Men kan, mijns inziens, met minder wroeging een aantal beloftes doen aan andere categorieën van mensen dan aan gehandicapten die van hun hulpmateriaal, in casu rolstoelen, in grote mate afhankelijk zijn om met hun mogelijkheden te kunnen participeren aan onze samenleving. Aan gehandicapten doet men geen beloftes die men niet kan nakomen.

Ik vraag u uitdrukkelijk naar de stand van zaken met betrekking tot de uitvoering van de beslissing van de Interministeriële Conferentie van januari, waarin oktober 2003 werd vooropgesteld als uitvoeringsdatum. Meer dan zes maanden later is er nog steeds niets gebeurd. Wat is de huidige timing?

Zal de persoon met een handicap zelf inspraak krijgen in het tot stand komen van zijn/haar dossier? Voor mij is het duidelijk dat de gehandicapten zelf het best hun concrete leefsituatie kennen.

Wanneer zal de regering effectief werk maken van de uitvoering en het niet houden bij beloftes, maar een duidelijke timing meedelen zodat wij de gehandicapten correct kunnen informeren. Beloofd is beloofd. Hopelijk kunnen wij de gehandicapten meedelen dat de belofte eindelijk waarheid wordt.

02.02 Greet van Gool (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de staatssecretaris, tijdens de vorige legislatuur werd een aanzet gegeven tot een grondige hervorming van het rolstoelbeleid. Vereenvoudigde procedures, snellere terugbetaling en – zeer belangrijk – rolstoelen op maat van de gebruiker waren en zijn de objectieven van de nieuwe regeling. Verscheidene werkgroepen werden belast met de uitwerking van dit nieuwe beleid. Binnen het RIZIV werkt een werkgroep aan de herziening van de nomenclatuur. Dit is een zeer technische en complexe materie waar veel partijen bij betrokken zijn.

Daarom gaat mijn vraag niet zozeer over de timing, maar wel over de inhoud van de wijzigingen die aan de nomenclatuur zullen worden aangebracht, precies omdat er toch wel wat onduidelijkheid en ongerustheid bestaat over hoe die nieuwe nomenclatuur er zal uitzien.

Zo zou er worden geopteerd voor een uitbreiding van standaardrolstoelen, zowel wat het bedrag betreft als wat de basisvoorzieningen betreft. Dat zou inderdaad een hele verbetering zijn voor mensen met een lichtere handicap, maar het veroorzaakt ook een aantal problemen. De standaardrolstoelen zouden dan immers duurder worden omdat er meer zaken standaard in het model worden opgenomen. Daarbij rijst de vraag hoe de verhoging van die prijs wordt vastgesteld. Gebeurt dat door een loutere optelling van de extra voorzieningen die mee in dat standaardmodel worden opgenomen of spelen andere elementen een rol?

Een tweede probleem in verband met de ruimere terugbetaling van

02.02 Greet van Gool (sp.a-spirit): Divers groupes de travail s'occupent de la nouvelle politique en matière de chaises roulantes. Des procédures simplifiées, un remboursement plus rapide et des chaises roulantes à la mesure de l'utilisateur en sont les lignes de force. De très nombreux intéressés s'interrogent sur la teneur de la nouvelle nomenclature.

Ainsi, pour les chaises roulantes classiques, une extension des conditions de remboursement pourrait effectivement constituer un progrès pour les personnes souffrant d'un handicap léger, même si elles s'inquiètent de l'augmentation des frais.

Comment se calculent les nouveaux montants majorés?

Cette extension pourrait en revanche constituer une régression pour les personnes

standaardrolstoelen, is dat dit toch een stap achteruit kan betekenen voor mensen met een zwaardere handicap. Zij kiezen vaak, als ze geen recht kunnen doen gelden op een elektronische rolwagen, voor manuele rolwagens die lichter, beter, maar daardoor ook duurder zijn. Die extra kosten zouden zij voortaan zelf moeten betalen. Is dat correct of wordt er voor hen in een bijzondere regeling voorzien?

Een ander gevolg van de keuze voor de verruiming van de terugbetaling van standaardrolstoelen is dat mensen met een ernstige handicap, die een elektronische rolwagen nodig hebben, in de kou blijven staan. Voor hen zou dat nieuwe systeem geen oplossing bieden. Is dit het geval? Zo ja, is er dan later een uitbreiding en verbetering van het systeem voor die groep van personen gepland? Binnen welke termijn?

Een laatste bekommernis heeft betrekking op het gebruik van rolstoelen in rust- en verzorgingstehuizen. Er was bepaald dat daarvoor een aparte regeling, een soort van huursysteem zou worden uitgewerkt, maar ook dat zou voorlopig nog niet het geval zijn. Dat brengt het risico met zich dat het ruimer budget dat met de nieuwe nomenclatuur gepaard gaat, wellicht grotendeels zal worden opgebruikt door mensen die in instellingen verblijven.

Vandaar mijn vraag. Komt er een aparte regeling voor rolstoelgebruikers in rusthuizen? Zo neen, worden er controles ingebouwd om te vermijden dat het budget grotendeels zou worden aangewend en opgebruikt voor rolwagens in rusthuizen?

02.03 Staatssecretaris **Isabelle Simonis**: Mijnheer de voorzitter, de integrale tekst van de nieuwe nomenclatuur was op 20 januari in tweede lezing in de werkgroep op het RIZIV. De komende weken zal hij worden voorgelegd aan de technische raad voor rolstoelen, een raad die bij koninklijk besluit van 22 december 2003 werd opgericht. De tekst zal vervolgens het gewone consultatieve circuit langs de conventiecommissie en het verzekeringscomité volgen.

De Gemeenschappen en Gewesten hebben bevestigd dat zij hun instemming betuigen met het protocolakkoord en actief blijven deelnemen aan de besprekingen binnen de werkgroep en de technische raad.

A la fin de cette procédure, je prendrai connaissance du texte définitif.

J'ai déjà été interpellée sur le manque de précision et l'inquiétude quant à savoir à quoi cette nouvelle nomenclature ressemblera. Néanmoins, j'attire votre attention sur le fait que les utilisateurs ont été associés, dès le départ, au processus et le seront encore à l'avenir.

La révision de la nomenclature a commencé par une enquête écrite auprès des utilisateurs. Les organisations de personnes handicapées, les associations d'usagers et les organisations de patients y ont répondu. Les réponses à cette enquête ont ensuite été présentées au Conseil supérieur national des personnes handicapées qui en a repris les points pertinents afin de les exposer au groupe de travail.

atteintes d'un handicap plus important. Lorsque ces dernières ne peuvent obtenir une chaise roulante électronique, elles optent en effet souvent pour des modèles plus légers, plus coûteux. Devront-elles à l'avenir prendre elles-mêmes en charge cette dérogation à la norme?

L'extension du remboursement des chaises roulantes n'apporte aucune solution aux personnes affectées d'un handicap lourd. Sont-elles laissées pour compte?

En outre, il semble qu'il ne sera pas instauré de réglementation distincte pour les maisons de repos et de soins. Le budget en augmentation ne risque-t-il dès lors pas de profiter principalement aux utilisateurs de chaises roulantes séjournant en maison de repos?

02.03 **Isabelle Simonis**, secrétaire d'Etat: Le 20 janvier, le texte de la nouvelle nomenclature a fait l'objet d'une deuxième lecture au sein du groupe de travail de l'INAMI. Il sera prochainement soumis au Conseil technique et suivra ensuite le circuit classique de la Commission de conventions et du Comité de l'assurance. Les Régions et les Communautés ont approuvé le protocole d'accord et continuent de participer aux discussions au sein du Conseil technique.

Na de procedure, zal ik van de definitieve tekst kennis nemen. Ik wijs erop dat de gebruikers van bij aanvang bij het proces werden betrokken en dat dat ook in de toekomst het geval zal zijn.

De vertegenwoordigers van de Nationale Hoge Raad voor personen met een handicap nemen deel aan de aan gang zijnde discussie met betrekking tot de nieuwe nomenclatuur. De Technische Raad, van zijn kant,

Actuellement, les représentants du Conseil supérieur national des personnes handicapées participe activement aux discussions relatives à la nouvelle nomenclature. Ces représentants feront également partie du conseil technique.

Il y a aussi lieu d'observer que le conseil technique a pour mission de fournir constamment des avis sur le sujet.

Si l'on y constate les problèmes que vous avez soulevés, je suis certaine que des propositions de modification de la nomenclature seront déposées. En tout cas, je m'engage à transmettre vos remarques à ce conseil technique, ainsi que toute autre question ou proposition.

L'actuelle proposition de nomenclature est en effet une extension et une amélioration pour les personnes ayant un handicap lourd. Les critères pour les voiturettes électroniques actives qui s'adressent aux handicaps plus lourds sont en effet élargis et le remboursement amélioré. Ils ne devront donc certainement pas supporter davantage de frais à la suite de nouvelle nomenclature.

En ce qui concerne l'inquiétude quant à l'utilisation de chaises roulantes dans les maisons de repos, la nouvelle convention entre les établissements NRS-CNERPA et les organismes assureurs qui a été conclue en 2004 stipule que l'éventuelle mise à disposition de chaises roulantes standards manuelles, de béquilles ou d'aides de marche pour les personnes pouvant difficilement se déplacer de manière autonome ne peut être portée en compte séparément à l'ayant-droit.

02.04 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik hoop dat men het mij niet meer kwalijk neemt dat ik begin te twijfelen aan data die aangekondigd worden. Sta mij toe te zeggen dat als men wat in de vorige legislatuur aangekondigd werd, ziet als een goede aanzet, ik aan mijzelf begin te twijfelen. Misschien moet ik dan opnieuw naar het lager onderwijs omdat ik blijkaar niet meer kan lezen.

Ik lees letterlijk wat op 20 januari 2003 in het perscommuniqué stond: "Vanaf 1 oktober 2003 zal er niet alleen meer rekening worden gehouden met de medische criteria om de terugbetaling van een rolstoel te krijgen maar ook met functionele criteria die rekening houden met de leefomstandigheden." Men geeft zelfs een concreet voorbeeld: "Zo zal bijvoorbeeld een opvouwbare rolstoel voor een patiënt in een appartement met een smalle lift..." – het is dus vrij gedetailleerd. Dan staat er: "De evaluatie van de medische en functionele situatie zal gebeuren door een arts en door een ergotherapeut. Samen zullen zij een multidisciplinair verslag opstellen dat rekening houdt met de globale mens en niet alleen met de verlamde benen." Verder: "Het multidisciplinair verslag wordt ingediend bij de bandagist die dan de meest aangepaste rolstoel voorschrijft."

De hele procedure lag dus vast. Men concludeerde toen – terecht, indien het waar was – dat de voordelen voor de patiënt duidelijk waren en dat de mensen zeker mochten zijn dat zij binnenkort een rolstoel kregen die aangepast was aan hun medische toestand en aan hun leeftoestand. Als dat een aanzet was...

Men heeft toen afspraken gemaakt maar men komt die niet na. Ik

heeft een adviserende functie.

Ik beloof dat ik uw opmerkingen en alle andere vragen en voorstellen aan de Technische Raad zal bezorgen.

Het bestaande voorstel van nomenclatuur houdt een uitbreiding in en betekent een stap vooruit voor de personen met een zware handicap. De criteria voor de elektrische en de actieve rolwagens werden versoepeld en de terugbetaling wordt opgetrokken.

Wat de manuele standaard rolstoelen, de krukken en de loophulpen in de rusthuizen betreft, bepaalt de nieuwe overeenkomst dat ze de rechthebbende niet afzonderlijk mogen worden aangerekend.

02.04 Greta D'hondt (CD&V): Est-ce cela qu'on qualifie de belle amorce?!

Le communiqué du 20 janvier 2003 précisait que des critères fonctionnels seraient également pris en considération dans le cadre de la décision de remboursement d'une chaise roulante.

L'évaluation devait être effectuée conjointement par un médecin et un ergothérapeute qui devaient établir un rapport multidisciplinaire tenant compte de l'ensemble des aspects humains et pas uniquement de la paralysie. La procédure était intégralement définie et les avantages jugés clairs pour les utilisateurs de chaise roulante.

Les accords conclus ne sont pas respectés. Je n'accepte pas que l'on fasse des promesses irréalistes à ce groupe vulnérable de personnes. Je continuerai à

vind dat verschrikkelijk wanneer het gaat over de meest kwetsbaren in onze samenleving. Zij die het goed stellen en die beschikken over een goede gezondheid, over werk en over financiële middelen, daar moeten wij ook om bekommerd zijn maar toch iets minder dan om die mensen. Ik aanvaard niet, ik kan niet aanvaarden, dat men ten overstaan van die groep beloften doet die men niet kan nakomen.

combattre cette politique d'annonce et je dépose une motion recommandant au gouvernement de mettre en œuvre cet aspect de l'accord de gouvernement.

Mevrouw de staatssecretaris, u zegt nu dat het voor het eerste semester van 2004 zal zijn. Een semester duurt niet zo lang. Wij zijn nu in februari. Mevrouw de staatssecretaris, ik kan niet anders dan u verzekeren dat ik daarop zal terugkomen wanneer het semester vordert en dat ik het deze regering – en om het even wie – zeer kwalijk zal nemen indien men opnieuw met de gehandicapten een loopje neemt en aan aankondigingpolitiek doet. Of ik nu kwaad ben of niet is nog het minst erge, maar ik hoop dat u er zelf mee inzit indien de gehandicapten nog eens met beloften de baan opgestuurd worden zonder echt concrete resultaten.

Ik zal terzake nog een motie indienen die u moet aanzetten de zaak tot een goed einde te brengen. Trouwens, daar kan niemand iets op tegen hebben want het stond letterlijk in het regeerakkoord.

02.05 Greet van Gool (sp.a-spirit): Mevrouw de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord. Het dossier omtrent rolstoelen sleept al ruim twintig jaar aan. Het is inderdaad een belangrijk dossier waarvoor oplossingen moeten worden gevonden. Essentieel is dat er oplossingen worden uitgewerkt die rekening houden met de noden op het terrein.

02.05 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ce dossier traîne en longueur depuis vingt ans déjà. Il faut trouver rapidement des solutions tenant compte des besoins des personnes en chaise roulante.

Ik had het daarstraks over timing. Timing is natuurlijk belangrijk, maar de inhoudelijke bekommernissen van de verenigingen van rolstoelgebruikers zijn ook erg belangrijk. Het verheugt mij dan ook dat u een aantal verduidelijkingen heeft gegeven over de bekommernissen die op dat vlak leven, namelijk in verband met de terugbetaling van de standaardrolstoelen, met de elektronische rolwagens voor mensen met een zwaardere handicap, alsook met het budget en de verdeling in de rusthuizen. Ik ben blij dat terzake een aantal verduidelijkingen werden gegeven, waarvoor mijn dank.

Motions

Moties

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées. Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Greta D'hondt et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de Mme Greta D'hondt
et la réponse de la secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées, adjointe au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
demande au gouvernement
en concertation avec les Communautés et les Régions, de procéder à une simplification substantielle des procédures en matière de remboursement des chaises roulantes et d'actualiser les conditions de remboursement.”

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Greta D'hondt en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van mevrouw Greta D'hondt

en het antwoord van de staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, vraagt de regering om in overleg met de Gemeenschappen en Gewesten een aanzienlijke vereenvoudiging tot stand te brengen van de procedures inzake de terugbetaling van rolstoelen en de voorwaarden van terugbetaling te moderniseren."

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Sophie Pécriaux, Greet van Gool et Danielle Van Lombeek-Jacobs et par M. Bruno Van Grootenbrulle.

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Sophie Pécriaux, Greet van Gool en Danielle Van Lombeek-Jacobs en door de heer Bruno Van Grootenbrulle.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.
Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 10.53 uur.
La discussion des questions et interpellations se termine à 10.53 heures.